

**Jeux olympiques et paralympiques
de Paris 2024 - Intervention de
Mme Laura Flessel, ministre des
sports, à l'Assemblée nationale**
(Paris, 14 mars 2018)

Monsieur le Président, Monsieur le vice-Président de la commission mixte paritaire, Madame la Rapporteuse de la commission mixte paritaire, Mesdames, Messieurs les Députés, je rentre de Pyeongchang où je suis allée soutenir nos athlètes paralympiques. Quelle fierté, quelle émotion de voir Marie Bochet, Arthur Bauchet, Frédéric François, Benjamin Davier, Cécile Hernandez...

Treize médailles ont été offertes à la France en cinq jours, et il reste encore quatre jours. Le record de Sotchi a déjà été dépassé. Toute la délégation française est soudée, motivée et radieuse. La fête olympique et paralympique est belle. Nos athlètes, leurs guides, nos entraîneurs, tout l'encadrement, mêlent leur énergie pour faire rayonner la France.

Des années de préparation, un mois de compétition, mais quelle compétition ! Les Jeux, ce sont aussi des milliards de téléspectateurs, des millions de spectateurs, des retombées économiques considérables, et plus que tout peut-être, un grand moment de communion nationale. Mais avant tout cela, les Jeux, c'est aussi beaucoup de travail.

Pour nos Jeux, nous mettons en place une organisation minutieuse, avec deux engagements majeurs : respecter les délais et tenir le budget. Quand on sait ce qu'il nous faut réaliser, il n'y a pas de temps à perdre. Ce double objectif a motivé le projet de loi qui vous a été soumis à la fin de l'année dernière, et sur lequel vous êtes amenés à vous prononcer définitivement aujourd'hui.

Nous sommes conscients que des dérives ont pu, dans le passé, abîmer l'image des Jeux, et nous ne voulons pas de cela. C'est pourquoi nous érigions, grâce à ce texte et aux structures mises en place, tous les garde-fous nécessaires pour assurer le respect de nos engagements vis-à-vis du CIO et, surtout, envers les Français. Avec mon collègue Gérard Darmanin, j'ai demandé un rapport de nos inspections générales pour vérifier que nous étions sur de bons rails. En effet, certains points d'alerte nous ont été communiqués. Je saurai prendre les décisions qui s'imposent pour concilier héritage et maîtrise des coûts, après m'être entretenue avec les élus locaux et les acteurs concernés.

Je tiens sincèrement à vous remercier pour votre investissement sur ce texte et le travail que vous avez fourni. Je salue d'ailleurs la complémentarité qui s'est instaurée, dans le débat, entre les deux chambres. Vous avez su enrichir ce projet de loi tout en préservant ses grands équilibres. Par ailleurs, la commission mixte paritaire est parvenue à un accord qui aboutit aujourd'hui à ce texte, dont nous pouvons être satisfaits.

Cela étant, je mesure la frustration qui a été la vôtre dans un exercice relativement contraint, et dont l'objet était finalement peu sportif ; nous avons parlé de protection des termes, de publicité, d'urbanisme, de sécurité, d'éthique et de transparence, mais pas de sport. Parce que je partage cette frustration, je prends aussi l'engagement de revenir devant vous en 2019 pour discuter d'une grande loi sur le sport et la société. Nous travaillerons de manière concertée et, surtout, anticipée, au développement de la pratique sportive, à la démocratie sportive et à l'éthique du sport. Je ne suis pas seulement la ministre des Jeux, bien que leur attribution à la France soit une source de fierté incommensurable ; je suis aussi la ministre du sport et des pratiques sportives sous toutes leurs formes. C'est ce dont nous débattons ensemble, dans un futur proche.

Permettez-moi enfin d'évoquer un élément d'actualité pour mon ministère. Le sport est touché, comme tous les domaines, par les discriminations et différentes formes de violence. Nous ne fermons pas les yeux sur ces phénomènes. Je lancerai dès demain une grande campagne de lutte contre les discriminations pour sensibiliser nos compatriotes aux bonnes pratiques, afin de lutter contre tous ces comportements, qui n'ont pas leur place dans le sport, et, plus généralement, dans notre République./.

(Source : site internet de l'Assemblée nationale)